



**Monsieur Robert FLON**

**7 square Max Hymans**

**75730 Paris cedex 15**

**[thd@arcep.fr](mailto:thd@arcep.fr)**

Chatou, le 25 mai 2012

Dossier suivi par : Magali Nizou  
Tel : 01.30.09.75.38 et 07.60.37.16  
[nizou.magali@cc-boucledealseine.fr](mailto:nizou.magali@cc-boucledealseine.fr)

**Objet : Consultation publique de l'ARCEP**

**Questions juridiques soulevées par le raccordement final des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné**

**Réponse de la Communauté de Communes de la Boucle de la Seine**

Madame, Monsieur,

Nous souhaitons voir favoriser et clarifier les raccordements des pavillons à la fibre optique. C'est un déploiement qui semble peu favorisé par vos traitements alors qu'il concerne une population très importante des zones peu denses. Aussi, nous vous proposons quelques pistes de réflexion :

- L'opérateur d'immeuble pourrait demander un forfait de raccordement également aux propriétaires d'appartement en immeuble, au titre d'une participation globale qui permettrait de réduire les coûts de raccordement des pavillons.
- « les libertés contractuelles » dont fait mention l'ARCEP peuvent être l'objet de dérive de la part des opérateurs d'immeubles (puisque'il n'y aura pas de réelle concurrence). Et d'autre part, le coût de raccordement des pavillons pourrait être refusé car devenu trop cher. Or, cela augmenterait la fracture numérique sur la France entre zone dense (bien pourvu en très haut débit) et zone peu dense (condamné au bas et moyen débit)
- Des économies pourraient être faites sur le favoritisme du raccordement efficient. C'est-à-dire qu'un bailleur, syndic ou propriétaire qui, lors de la 1<sup>ère</sup> visite technique avec l'opérateur d'immeuble, est capable de fournir l'ensemble des documents administratifs et permet une étude du passage de câble efficace, se devrait permettre une « réduction » de son forfait de raccordement final. Ce comportement pro-actif et efficient évite de multiples relances administratives, commerciales et de déplacements des techniciens. Il participe à un non-gaspillage financier et favorise le maillage de la fibre optique en maximisant les ressources là où elles doivent être employées.
- Le parrainage de raccordements finaux entre propriétaires pourrait permettre une réaction en chaîne constructive pour favoriser le circuit d'information au niveau local et développer les raccordements de façon plus massive. Ce type de « bouche à oreille » pourrait être encouragé par une réduction du forfait du raccordement du propriétaire.

Contrairement à la proposition du paragraphe N°2 portant *sur le régime applicable aux lotissements*, nous souhaitons que les copropriétés horizontales et les associations syndicales soient rattachées à l'application de l'article L33-6 du CPCE pour qu'une limite de fin des travaux soit au moins connue. Eviter cette dérive de planning permettrait de recentrer les déploiements et accélérerait les raccordements autres que les grands immeubles.

Pour le paragraphe N°4 *la pratique du conventionnement de parcs de bailleurs ou de propriétaires d'immeubles*, nous suggérons qu'une fois l'opérateur d'immeuble déclaré pour une dite zone (commune, ville et son agglomération, communauté de communes, quartier ...) que celui-ci puisse signer une convention avec les bailleurs ou les syndicats de tous les immeubles à leur charge et inclus dans cette zone de déploiement.

Enfin, nous aurions souhaité voir apparaître les limites d'affaiblissement de la fibre autorisées. C'est la qualité des connexions en privilégiant les épissures qui garantissent un débit maximal chez l'abonné.

En souhaitant que l'ARCEP se saisisse de ces propositions, nous vous prions Madame Monsieur d'accepter nos salutations les plus respectueuses

Chargée de Mission du déploiement de la fibre optique sur  
la Communauté de Communes de la Boucle de la Seine.

Magali NIZOU